



Les 3 syndicats de l'ADEME n'ont pas signé l'accord salarial 2026

La négociation annuelle obligatoire sur les salaires 2026 (ou « NAO ») s'achève sur un désaccord entre la direction et les 3 organisations syndicales représentatives de l'ADEME (CGT, CFDT, SNE-FSU).

Pourquoi ce désaccord ?

- **Parce que le cadrage reste insuffisant, avec seulement +1,9%, comme en 2025**

Chaque année, les 3 syndicats de l'ADEME réclament une vraie revalorisation salariale, qui ne se limite pas à compenser l'inflation de l'année précédente. Or le bulletin social individuel (BSI) reçu fin 2025 par chaque salarié montre que les mesures d'augmentation salariale se contentent à peine de suivre l'inflation sur une période de sept ans. En clair, le pouvoir d'achat des salariés n'a pas suivi l'inflation.

- **Parce que la mesure générale ne représente que 40% de l'enveloppe**

Les organisations syndicales demandaient une mesure générale plus ambitieuse, à la hauteur de l'inflation constatée en 2025 plus un rattrapage du retard de l'inflation. La direction n'a pas retenu cette demande.

- **Parce que la direction continue de privilégier les mesures individuelles et de creuser les écarts entre l'individu et le collectif**

Les mesures individuelles (mérite, mobilité, actualisation de poste) représentent plus de 50% de l'enveloppe salariale.

Une nouvelle fois, la prime de performance et de responsabilité des managers (ou « PPR ») progresse avec +12.000 € supplémentaires pour l'enveloppe 2026, et correspond à 2/3 des salaires des managers, soit 4300 € en moyenne.

- **Parce que l'égalité professionnelle reste sous-dotée**

Avec seulement 2.000 €, l'enveloppe dédiée à la réduction des inégalités femmes-hommes est largement insuffisante. Une telle somme ne permet pas de répondre sérieusement à un enjeu aussi essentiel.

Et la méthode sur laquelle se base la direction pour démontrer que 2.000 € suffisent n'est absolument pas probante.

Pour toutes ces raisons, les 3 syndicats ont informé mi-juin la direction de l'ADEME qu'ils ne signeraient pas l'accord NAO 2026.